

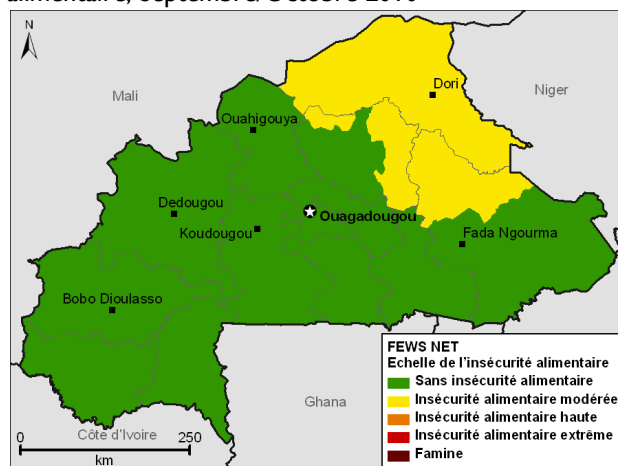
## BURKINA FASO

### Perspective sur la sécurité alimentaire

Octobre 2010 à Mars 2011

- L'insécurité alimentaire modérée au nord-est s'améliore progressivement (Figure 1) avec la disponibilité des nouvelles récoltes, supérieures à la normale, et par conséquent une baisse des prix des céréales sur les marchés.
- La satisfaction des besoins alimentaires de la majorité des ménages pauvres sur la période octobre – mars ne dépendra pas de l'assistance alimentaire. Ces ménages seront en sécurité alimentaire générale pour novembre à mars (Figures 3 et 4).
- Toutefois, une minorité de la population pauvre affectée par les inondations, environ la moitié des ménages pauvres affectés, soit 30.000 personnes en zone 7, aura besoin d'assistance à partir d'avril 2011 afin de satisfaire leurs besoins essentiels.

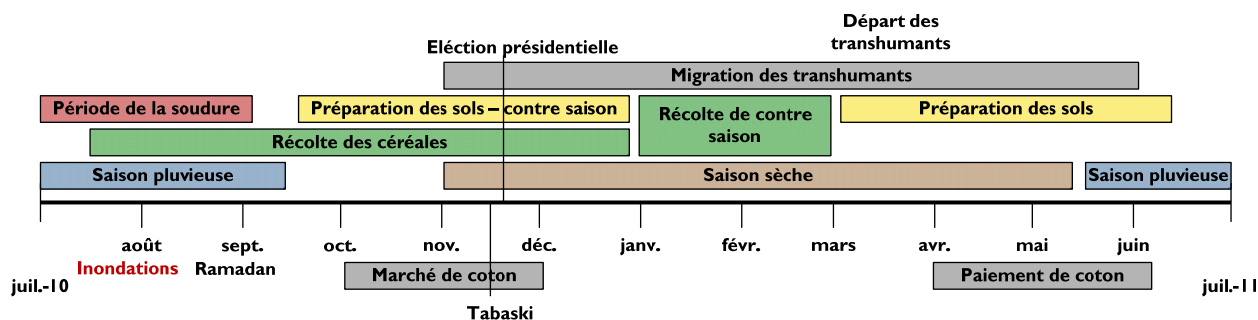
**Figure 1. Carte des conditions actuelles de la sécurité alimentaire, Septembre/Octobre 2010**



Pour davantage d'informations sur l'échelle de l'insécurité alimentaire du FEWS NET, veuillez consulter : [www.fews.net/FoodInsecurityScale](http://www.fews.net/FoodInsecurityScale)

Source: FEWS NET

### Calendrier saisonnier et événements critiques



Source: FEWS NET

### Scénarios plus probables de la sécurité alimentaire (Octobre 2010-Mars 2011)

L'hypothèse d'une pluviométrie normale à excédentaire faite en juillet 2010 s'est confirmée, mais avec des inondations d'ampleur plus importante qu'attendue. Comme conséquence des inondations du mois de juillet, entre 100.000-150.000 personnes étaient recensées dans le pays en août. Quarante-cinq pour cent des sinistrés (environ 90.000 personnes) se trouvent en zone de moyen d'existence Nord et Est bétail et céréales. Les dégâts sont plus importants sur les maisons, les infrastructures de production (barrages, périmètres hydro agricoles, etc.) et les infrastructures de commercialisation (magasins de stockage des commerçants, marchés, routes, etc.). Les pertes d'animaux sont signalées mais restent inférieures au déstockage réalisé entre novembre 2009-juillet 2010 face aux déficits de pâturages et d'eau.

Entre avril et septembre/octobre 2010, la SONAGESS a mis à la disposition des populations vulnérables dans les zones identifiées à risque d'insécurité alimentaire par le Comité de Prévion de la Sécurité Alimentaire, 21.000 tonnes de céréales sèches et 26 tonnes de semoule de maïs qui ont été vendus à prix social. Le niveau actuel du stock d'intervention est de 4.129 tonnes, contre une capacité maximale de 10.000 tonnes et celui du stock national de sécurité alimentaire est de 23.617 tonnes contre une capacité maximale de 35.000 tonnes. Il convient de signaler que l'Etat a mis à la disposition de la SONAGESS au cours de cette période de consommation, une somme d'environ huit milliards XOF afin d'augmenter ses stocks de vivres pour mieux répondre aux besoins alimentaires des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire.

Selon l'INSD, l'indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) connaît une baisse mensuelle de 1,6 pour cent entre août et septembre 2010, et s'explique par les baisses saisonnières des prix des céréales (non transformées), et autres produits agricoles du fait des bonnes récoltes en perspectives. Cette baisse est plus importante que son niveau de 2009 à la même période. Des hausses de prix ont été constatées sur la fonction « transport » et s'expliquent par l'augmentation des prix du carburant et des lubrifiants. Aussi, on note que les prix des produits importés sont en hausse, tandis que ceux des produits locaux sont en baisse.

Au cours de ces deux dernières années, la production de niébé prend de l'ampleur auprès des producteurs, même chez ceux dits pauvres du fait du faible investissement en main d'œuvre, de la distribution gratuite de semences améliorées par l'Etat et ses partenaires, et surtout de la demande sous-régionale en consommation de ce produit qui reste insatisfaite.

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire dans les zones de préoccupations se base sur les hypothèses et suppositions générales suivantes:

- La fin de la saison pluvieuse sera normale au cours de la première décennie d'octobre. Les productions céréalières attendues avoisinent quatre millions de tonnes, supérieures à celle de l'année dernière et même à la moyenne des cinq dernières années (3,7 millions de tonnes).
- La reconstitution des stocks aura lieu normalement entre décembre et mai pour les stocks institutionnels et octobre à janvier pour les stocks ménagers. Le fonctionnement des marchés sera normal avec des flux normaux de céréales au niveau national et sous-régional. Les entraves habituelles existeront, certes, mais la politique d'échange sera normale.
- Octobre/novembre est la période de remboursement des dettes. L'intérêt sur ces dettes en nature va de 20 à 100 pour cent de la valeur initiale contractée. Pour rembourser les dettes en espèces, les ménages pauvres vendront une partie des récoltes.
- La prochaine fête de Tabaski en mi-novembre et les fêtes de fin d'année auront pour effet d'entraîner une hausse de la demande locale et étrangère (Ghana, Côte d'Ivoire, Nigéria, etc.) des animaux. Les prix seront en hausse, et les effectifs de petits ruminants à commercialiser sur le marché seront en augmentation par rapport à octobre 2010, et par rapport à novembre 2009. Le pouvoir d'achat des éleveurs sera alors en hausse pendant que les prix des céréales seront bas. Cette hausse du prix du bétail (ovins surtout pour la Tabaski) pourrait amener certains ménages pauvres des zones 7 et 8 à vendre plus de céréales ou autres produits afin de s'acheter le mouton du sacrifice, réduisant ainsi les stocks potentiels du ménage.
- Les prochaines élections au Burkina Faso, en commençant par la présidentielle en novembre n'auront aucune incidence sur le fonctionnement des marchés et /ou la sécurité alimentaire en général.

**Figure 4. Carte des zones de moyens d'existence**



Source: FEWS NET

- Le PAM et les ONG partenaires appuieront 65.000 personnes sinistrées des inondations en activités de « cash for work » ou de « cash transfert » entre novembre et mars.

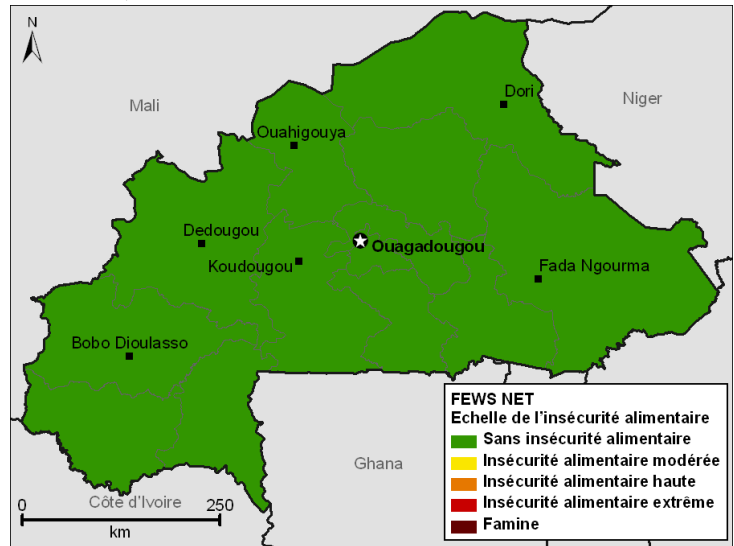
Dans les zones 7 et 8 en particulier, les suppositions générales sont les suivantes :

- Les besoins de reconstruction des maisons entre octobre et mars entraineront une augmentation des dépenses pour ce faire. Avec en plus la reconstruction des infrastructures privées, la demande de la main d'œuvre locale augmente et entraine une pression sur les salaires à la hausse.
- Retour des transhumants en fin-octobre/début novembre pour profiter des bonnes disponibilités d'eau et de pâturage dans leur zones d'origine et qui repartent normalement à partir de mars. Ces retours entrainent une pression anormale sur les pâturages, mais augmentent l'offre d'animaux sur les marchés avec une éventuelle baisse des prix.
- Dans les zones 7 et 8, la production du niébé sera en augmentation de 50 pour cent par rapport à 2009, et du mil de 20 pour cent par rapport à 2009 (qui était en dessous de la moyenne) entrainant une offre croissante de niébé par les producteurs sur les marchés à partir d'octobre avec un pic en novembre/décembre ayant pour conséquence une tendance à la baisse du prix sur la même période. Par contre la nouvelle production de mil connait une rétention jusqu'en décembre et permet d'éviter une amplitude de baisse des prix aussi forte que d'habitude. Les stocks des ménages en mil sont en augmentation ;
- Bonne disponibilité en eau pour les cultures maraichères à partir d'octobre jusqu'en février/mars permettent l'intensification des cultures maraichères (augmentation des superficies exploitées de 20 pour cent par rapport à l'an dernier, installation précoce pour bénéficier de plusieurs cycles de production).
- Baisse de disponibilité de lait d'au moins 30 pour cent par rapport à la normale.
- Bonne production de fourrage et de disponibilité de résidus de récolte.
- Un programme de reconstitution du cheptel de la FAO permettra de doter environ 1.270 ménages pauvres de trois animaux naisseurs.

Malgré tout, l'effectif de la population en insécurité alimentaire pour l'année de consommation 2010/2011 sera en deçà de la normale, qui est de 360.000 personnes dans le pays en année de production moyenne.

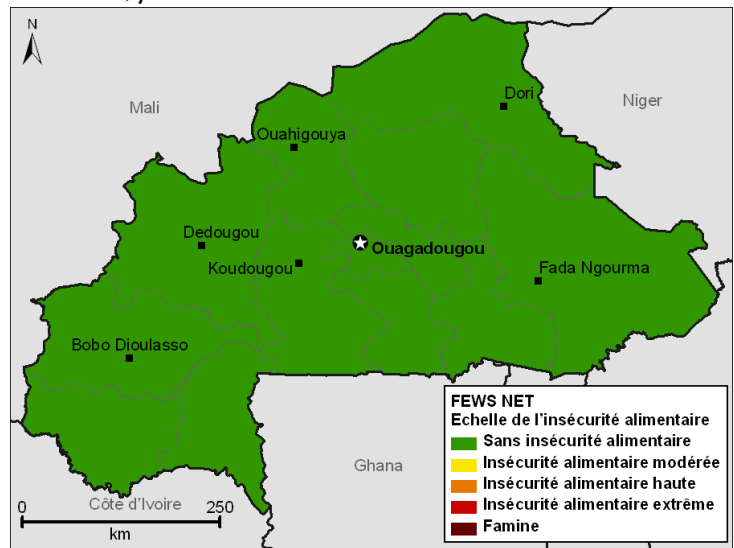
**Zone de moyens d'existence nord et est bétail et céréales (zone 7)**

**Figure 3.** Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, octobre-décembre 2010



Source: FEWS NET

**Figure 4.** Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, janvier-mars 2011



Source: FEWS NET

La population totale dans cette zone est estimée en 2010 à environ 1,8 million d'habitants ruraux, dont 540.000 personnes dites pauvres et 270.000 personnes dites très pauvres. Des 90.000 personnes dans la zone victimes d'inondation (entre juillet-septembre), on suppose que deux tiers, soit environ 60.000 personnes, sont issues de ménages pauvres et très pauvres.

Après deux années successives des conditions agropastorales au dessous de la normale, les moyens d'existence s'épuisent. Le niveau d'endettement est supérieur à la normale. L'effectif du cheptel ovins et caprins, dont la vente en décembre ou avril à août constitue presque 10 à 25 pour cent des revenus annuels chez les très pauvres et pauvres, respectivement, se trouve en octobre réduit par rapport à la normale de 20 pour cent chez les ménages pauvres et très pauvres non sinistrés et 40 pour cent chez les ménages pauvres et très pauvres sinistrés.

En cette période d'octobre, les disponibilités alimentaires sont bonnes grâce aux récoltes en cours de mil, niébé, arachide, voandzou et dans une moindre mesure, le sésame. Les prix connaissent une baisse par rapport au début de la période de vente (septembre) et aussi inférieurs à ceux de l'an dernier à la même période (ex. mil à Djibo, -9 pour cent), mais les niveaux tombent dans la gamme de la normale. La disponibilité croissante des récoltes auprès des ménages favorise une baisse de l'offre d'animaux par les pauvres sur le marché, et une tendance haussière des prix par rapport aux mois précédents pendant que ceux des céréales sont en baisse. Les résultats de la sécurité alimentaire en début octobre pour la majorité des ménages pauvres restent caractérisés par une malnutrition aiguë globale et mortalité supposée normale. Il n'y a pas de déficit alimentaire évident. Cependant, certains ménages pauvres dont les moyens d'existences ont été réduits par les inondations éprouvent des difficultés à envoyer leurs enfants à l'école, principalement ceux inscrits au secondaire.

Les suppositions de base particulières à cette zone entre octobre et mars sont les suivantes :

- Malgré l'installation tardive des cultures dans certaines localités de la zone, les productions pluviales attendues en octobre-décembre et de contre saison entre décembre et avril seront supérieures à celles de l'an dernier et même par rapport à la normale.
- Les disponibilités en eau de surface et de pâturages herbacés sont satisfaisantes dans l'ensemble de la zone, et largement meilleures à celles de l'an dernier. Elles sont même largement meilleures à la normale dans certaines localités. Cette situation sera très favorable au bétail qui a durement été éprouvé pendant la période de soudure précédente, et dont la production laitière qui était inférieure à la normale commence à s'améliorer.
- Les bonnes disponibilités d'eau sont aussi favorables pour la mise en place des cultures maraichères à partir d'octobre jusqu'en février/mars.
- Depuis la fin du mois de septembre, on assiste à un retour dans la zone des animaux partis en transhumance vers la zone de moyens d'existence Est et Sud-est, céréales, élevage, forêt et faune en 2008, en effectif plus important que d'habitude.
- L'offre de main d'œuvre locale sera normale à des salaires normaux.
- On attend dans cette zone un fonctionnement normal des marchés qui resteront approvisionnés par la production locale jusqu'en mars avant que les stocks commerçants venant du sud ne prennent le relais à partir d'avril.
- Le PAM appuiera 49.000 personnes sinistrées de cette zone en activités de « cash for work » ou de « cash transfert » entre novembre et mars.

La bonne production de niébé attendue cette année permettra aux ménages de réaliser des bénéfices supérieurs à la normale d'environ 20 pour cent avec un accroissement des revenus ménagers annuels de 5 à 10 pour cent, si l'on tient compte des distributions gratuites de semences et de la demande toujours élevée de ce produit dans la sous région. On suppose que les bénéfices du niébé seront suffisants pour rembourser les dettes exceptionnelles. L'opportunité de vendre le niébé en octobre-décembre au lieu des céréales permettra d'éviter une baisse saisonnière trop importante des prix des céréales et de rallonger la durée de consommation des stocks ménages de 1 à 2 mois chez les pauvres.

Excepté quelques localités où la production maraichère sera impossible cette année suite aux dégâts importants causés sur les ouvrages (Gaseliki, Belhédé dans le Soum, Batibougou dans le Yagha), on assistera en général, à une intensification des cultures maraichères dans la zone. La demande de main d'œuvre sera supérieure à la normale et les ménages pauvres vont accroître leurs revenus habituellement issus de cette activité d'au moins 25 pour cent en travaillant plus que d'habitude. Les bonnes disponibilités des produits de saison sèche et la baisse saisonnière des prix entre décembre et janvier permet aux ménages pauvres un bon accès aux légumes à travers l'achat et les dons, et permet d'améliorer les diètes.

Le retour des transhumants dans les zones d'attache permettra certes une augmentation de l'offre sur les marchés, avec une pression à la baisse des prix des animaux. Cependant, du fait de la hausse de la demande pour les fêtes de Tabaski et de fin d'année, ces prix vont connaître une hausse entre octobre et décembre. Une légère baisse pourrait être observée après le mois de janvier, mais compte tenu des besoins de reconstitution du cheptel local, des bons niveaux des stocks ménages de céréales, des bonnes disponibilités d'eau et de pâturages pour les animaux, l'offre de bétail pourrait être en deçà de la normale et contribuer au maintien des prix à un niveau élevé. Les ménages pauvres seront alors limités dans la reconstitution de leurs cheptels. Les termes d'échange de bétail à céréales resteront en faveur des pasteurs jusqu'à mars.

Face à l'augmentation des dépenses pour la reconstruction, les ménages pauvres diminueront les dépenses non-essentiels ou se procureront des revenus monétaires en vendant une partie des récoltes, en priorité les cultures de rente (niébé, arachide, sésame) et dans une faible mesure les céréales. Les pauvres joueront le rôle d'ouvriers assistants dans la reconstruction afin de limiter les dépenses de main d'œuvre. Par contre les moyens et aisés feront appel à la main d'œuvre locale offerte essentiellement par les deux classes inférieures. L'on pourrait assister à une augmentation de la demande de main d'œuvre locale avec pour corollaire, une pression haussière sur les salaires qui permettra aux ménages concernés par cette activité d'accroître leurs revenus issus de la main d'œuvre locale d'environ 5 à 10 pour cent de la normale.

Les deux tiers de la population inondée qui est pauvre (60.000 personnes) auront des dépenses supérieures à la normale entre octobre et décembre à cause des effets conjugués de la reconstruction et le remboursement des prêts. Mais la complémentation des revenus additionnels et des assistances programmées seront suffisantes pour remplir les besoins minimums et appuyer les moyens d'existence entre octobre et mars. Alors une minorité des ménages pauvres sinistrés connaîtront une insécurité alimentaire modérée à partir d'avril 2011 en l'absence d'une assistance pour le recouvrement des moyens d'existence et de l'accroissement des revenus à partir de novembre.

Par contre, la majorité des ménages très pauvres et pauvres non-sinistrés vivront selon leurs moyens d'existence normaux malgré les pertes d'animaux ; elle ne connaîtra pas une insécurité alimentaire aiguë entre octobre 2010 et mars 2011. La baisse des cas de malnutrition sera normale et les niveaux minima seront atteints en décembre. L'effectif des personnes en insécurité alimentaire sera inférieur à une année normale. La soudure interviendra en juillet au lieu de juin en année normale. Par conséquent, les besoins d'assistance alimentaires en faveur des populations à risque d'insécurité alimentaire en 2011 pourront intervenir tardivement en juillet /août et les volumes nécessaires seront inférieurs à ceux de l'an dernier.

### **Zone de moyens d'existence nord élevage transhumant et mil (zone 8)**

La population rurale de cette zone de moyens d'existence est estimée à 287.000 habitants, dont 40 pour cent sont dits pauvres et 20 pour cent très pauvres. Les inondations dans cette zone en juillet dernier ont affecté environ 3.000 personnes, ce qui n'est pas différent d'une façon significatif de la normale.

Le déficit de pâturage observé depuis mars jusqu'en début juillet de cette année a causé un déstockage anormal de toute espèce, une diminution des mises-bas et des pertes importantes de bétail local, particulièrement bovin. Ainsi, en ce mois d'octobre, les effectifs de petits ruminants possédés par les ménages pauvres et très pauvres sont 60 pour cent inférieurs à ceux de la période octobre 2009-janvier 2010. La disponibilité de lait a augmenté par rapport aux mois précédents mais reste faible par rapport à l'an dernier et à la normale à cause de la longue période de soudure traversée par les animaux et l'éloignement de ceux-ci (retour non effectif de la transhumance en 2009/10, installation tardive de la campagne 2010), et les nombreuses pertes par mortalité et/ou abattage d'urgence. Par exemple, le litre de beurre de lait de vache qui se vendait entre 1.250 et 1.500 F CFA l'an dernier en octobre, se vend actuellement entre 2.000 et 2.500F CFA à Gorom-Gorom. La préférence des ménages est à la consommation au lieu de la vente normale, ce qui constitue une baisse des revenus de la vente du lait. La vente normale de lait entre août et décembre représente 15 pour cent environ des revenus annuels des ménages pauvres et très pauvres.

Les superficies exploitées par les ménages pauvres sont restées dans une fourchette normale, sauf celles du niébé qui a connu une légère hausse par rapport à l'an dernier, grâce surtout aux dons de semences. La régularité des pluies depuis le mois de juillet jusqu'à la première décade de septembre a permis un bon développement des cultures, des pâturages et un bon remplissage des plans d'eau. Les prix de mil poursuivent leur baisse saisonnière du fait de l'approvisionnement normal par les stocks commerçants de la précédente campagne couplée à l'arrivée des nouvelles récoltes, mais les ménages pauvres ont de moins en moins recours aux marchés, du fait des possibilités d'autoconsommation.

Grâce aux diverses interventions du gouvernement et ses partenaires en faveur des ménages et du bétail, l'accès alimentaire des ménages pauvres reste normale, de même que les niveaux d'endettement. Les ménages pauvres, en insécurité alimentaire modérée jusqu'à septembre/début octobre vu la dépendance sur les assistances.

Les hypothèses du scénario pour cette zone d'intérêt sont basées sur :

- Une bonne production de fourrage et une bonne disponibilité de résidus de récolte capables de durer un mois plus longtemps que d'habitude (avril au lieu de mars) ;
- Une baisse de production annuelle de lait d'au moins 30 pour cent par rapport à la normale ;
- Un retour des transhumants fin octobre/début novembre avec un départ en mars.
- Une bonne production de niébé (augmentation 50 pour cent comparée à 2009) attendue ;

La bonne production de fourrage et la bonne disponibilité de résidus de récolte permettra le retour à l'embonpoint optimal du bétail courant novembre contre septembre/octobre en année normale, et contribuera à améliorer la valeur marchande des animaux. L'état des pâturages naturelles satisfaisant pourra supporter l'alimentation du bétail jusqu'en mars sans difficultés majeures. La situation alimentaire satisfaisante du bétail devra améliorer la disponibilité de lait, même si elle est en baisse de 30 pour cent par rapport à la normale. Les revenus des ménages pauvres issus de la vente de lait seront en baisse de 20 pour cent, et la période favorable de commercialisation qui va d'août à février ne sera effective qu'à partir d'octobre et restera timide. La bonne disponibilité des matériaux de base permettra aux ménages pauvres d'accroître leurs revenus issus de l'artisanat par la confection et vente de quantités plus importantes de nattes de pailles tissées, seko, etc.

Le retour anormal des transhumants dans les zones d'attache, effective à partir de fin octobre/début novembre sera favorisé par les bonnes disponibilités d'eau et de pâturages. La présence de ces derniers dont les départs pourraient être envisagés à partir de mars, constitue certes une compétition pour les ressources avec le cheptel local et les transhumants transfrontaliers, mais constitue aussi une opportunité pour la reconstitution du cheptel local, et d'accroissement de la production/disponibilité de lait jusqu'en mars, avec des tendances normales. Ainsi, les ménages pauvres pourront tirer profit de la vente de lait, mais aussi assurer leur consommation en cette denrée. L'offre des animaux sur le marché sera tout au plus normale si non en deçà de la normale du fait des besoins de reconstitution du cheptel local, et de la bonne situation alimentaire du bétail et des humains qui n'incitent pas à la vente. Les prix des animaux resteront alors en hausse par rapport à l'an dernier, surtout entre octobre et décembre du fait de la hausse de la demande pour la Tabaski et les fêtes de fin d'année. Les termes de l'échange bétail/céréales pourraient rester favorables aux éleveurs sur la période octobre-mars.

Les productions céréalières attendues sont supérieures à celles de l'an dernier (qui étaient 20 pour cent inférieure à la moyenne quinquennale) et permettront aux ménages de reconstituer leurs stocks normalement. La production de niébé en augmentation d'au moins 50 pour cent par rapport à l'an dernier permettra aux ménages de dégager des quantités plus importantes destinées à la vente sur les marchés locaux. Ces quantités pourraient être de 75 pour cent supérieures à celles commercialisées l'an dernier. Malgré la baisse saisonnière des prix de niébé jusqu'en novembre, ces ventes permettront aux ménages d'augmenter leurs revenus nets par rapport à la normale. Malgré les bonnes perspectives de récolte céréalière, les ménages seront dépendant du marché à partir d'avril pour leur besoins de consommation, soit un à deux mois plus tard que la précédente campagne.

La stratégie des ménages pauvres consistera à préserver les stocks de céréales constitués par les nouvelles récoltes pour la consommation; les ventes seront minimales. La reconstitution du cheptel par ces derniers sera faite par quelques achats à partir des revenus procurés par la vente des légumineuses, ou en février/mars, après les fêtes de fin d'année, grâce aux revenus procurés par les activités d'orpaillage, la migration, etc. Certains pourraient opter de mettre leur bétail en commun, ou les injecter dans les troupeaux des moyens et aisés afin de favoriser les mises bas. Mais ces achats seront très limités et la reconstitution du cheptel ne pourra être complète au cours de cette campagne. Les activités de moyens d'existence seront similaires à celles d'une année normale. Toutefois, certains ménages pauvres procéderont à une intensification des ventes de paille et de fourrage, ou essayeront de rapporter davantage de revenus de la migration ou des sites d'orpaillage afin de disposer de liquidités pour l'achat de céréales pendant la prochaine période de soudure et d'épargner leurs animaux qui sont en faible effectif. Les taux de malnutrition seront bas selon la norme saisonnière entre octobre et mars. Les ménages ne dépendront pas de l'assistance alimentaire entre octobre et mars. La majorité des pauvres seront sans insécurité alimentaire aiguë.

**Tableau I.** Événements moins probables dans les prochains six mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus.

<b>Zone</b>	<b>Événement</b>	<b>Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire</b>
Nationale	Mauvais déroulement des élections en Cote d'Ivoire	Diminution des transferts provenant de ce pays, le retour de nombreux Burkinabé au pays augmentera le nombre de personnes à nourrir dans certains ménages, cela nécessite l'activation du plan de contingence afin de secourir les rapatriés et assurer leur alimentation par les stocks nationaux et institutionnels
Nord et Est Bétail et céréales	Poursuite des pluies jusqu'à fin octobre	Destruction des pâturages herbacées (pourriture), légers baisses de production pour mil, bonne production de sorgho. Migration pour travail plus que d'habitude, transhumance précoce en décembre
Nord Elevage transhumant et mil	Demande de céréales sous-régionale anormale du Niger et/ou du Mali	Hausse probable des prix sur les marchés frontaliers, réduction de l'accès aux pauvres dépendants du marché à partir de février (pic des prix en aout)